

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest  
(hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

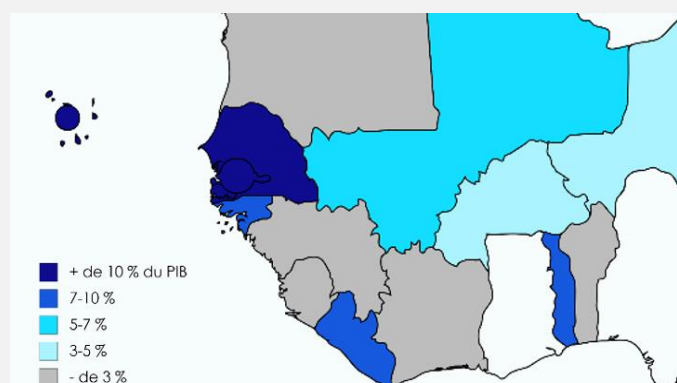
**... le rapport de la Banque mondiale sur les migrations et les envois de fonds en 2019**

Plombés par la crise économique induite par la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement, **les envois de fonds des migrants dans le monde devraient chuter d'environ 20% en 2020**. Cet effondrement attendu en 2020 intervient alors que les transferts d'argent vers les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFM) avaient atteint **un niveau record de 554 Mds USD en 2019**.

❖ **Les envois de fonds vers l'Afrique de l'Ouest, en légère augmentation en 2019, constituent une ressource importante pour les pays de la région**

Après une forte augmentation des envois de fonds vers l'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana) en 2018 (+10,7% en glissement annuel), leur montant a connu une légère augmentation de 1,4 % en 2019, pour s'établir à plus de 6,4 Mds USD. **Cette progression est inférieure à la moyenne mondiale (+2,8% en g.a.) et à celle des pays à revenu faible et intermédiaire (+4,4%), mais supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, qui a subi un léger recul de ses envois de fonds au total (-0,5%, à 48 Mds USD)**. Dans la région, seul le Libéria (-34,5%, à 301 M USD) réalise une contre-performance. A l'inverse, la Gambie bénéficie de la plus forte augmentation (+35,3 %, à 275 M USD). **Le Sénégal (2,5 Mds USD) et le Mali (1 Md USD) se classent dans le top 10 des pays d'Afrique subsaharienne les plus bénéficiaires en termes de montant perçu – loin derrière le Nigéria, plus grand pays bénéficiaire des transferts de fonds en Afrique subsaharienne et 6<sup>ème</sup> PRFM à l'échelle mondiale (à 23,8 Mds USD)**. Rapporté au PIB, **six pays ouest-africains figurent parmi le top 10 des pays du sous-continent** : la Gambie (15,5%), le Cap-Vert (11,7%), le Sénégal (10,5%), la Guinée-Bissau (9,4%), le Libéria (9,4%) et le Togo (8,3 %).

Part des envois de fonds dans le PIB des pays d'Afrique de l'Ouest



❖ **Les prévisions pour l'année 2020 sont en forte baisse dans le monde, notamment en Afrique subsaharienne**

En raison de la crise sanitaire liée au COVID-19, la Banque mondiale anticipe une chute des remises migratoires de 20 % à l'échelle mondiale et de 19,7 % vers les pays à revenu faible et intermédiaire en 2020. **Les envois vers l'Afrique subsaharienne pourraient même se contracter de 23,1%, à 37 Mds USD**. Ce déclin attendu est le plus brusque de l'histoire récente. Il est essentiellement imputable à **un fléchissement des salaires et de l'emploi des travailleurs migrants**, souvent particulièrement exposés aux pertes de revenu et d'emploi en cas de **crise économique dans leur pays d'accueil**. Or, le ralentissement de l'activité économique touche fortement les principales destinations où résident les immigrants africains qui envoient le plus de fonds : **Union européenne, Royaume-Uni, Etats-Unis, pays du Moyen-Orient et Chine**. A l'échelle mondiale, ces pays représentent en effet près d'un quart du montant total des envois de fonds vers d'autres régions.

Pays	Total des transferts de fonds (M USD)	Evolution en glissement annuel (%)	Cas avérés de COVID-19 au 30/04/20 (décès)
Bénin	205	+3,2	64 (1)
Burkina Faso	476	+4,5	641 (43)
Cap-Vert	236	+1	114 (1)
Côte d'Ivoire	338	+1,8	1238 (14)
Gambie	275	+35,3	11 (1)
Guinée	28	=	1351 (7)
Guinée-Bissau	131	+2,4	205 (1)
Libéria	301	-34,5	114 (16)
Mali	1 034	+1,2	482 (25)
Mauritanie	60	=	8 (1)
Niger	320	+8	713 (32)
Sénégal	2 522	+3,9	882 (9)
Sierra Leone	62	=	104 (4)
Togo	458	+1,7	109 (7)
<b>Total</b>	<b>6 449</b>	<b>+1,4</b>	<b>6036 (162)</b>
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>47 541</b>	<b>-0,5</b>	<b>-</b>
<b>PRFM</b>	<b>554 218</b>	<b>+4,4</b>	<b>-</b>
<b>Monde</b>	<b>714 249</b>	<b>+2,8</b>	<b>-</b>

## ACTUALITE REGIONALE

---

### **L'Union européenne annonce une aide supplémentaire de 194 M USD en faveur du Sahel**

[La Commission européenne a annoncé un montant supplémentaire de 194 M EUR](#) pour soutenir la stabilité et la résilience au Sahel, à l'issue de la vidéoconférence UE-G5 Sahel organisée le 28 avril et coprésidée par le président du Conseil européen, Charles Michel, et Mohamed Ould Ghazouani, président de la Mauritanie et président en exercice du G5 Sahel. Les Présidents du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Tchad y ont également participé, ainsi que le président de la Commission de l'Union africaine et le secrétaire général adjoint des Nations unies. Les nouveaux engagements financiers annoncés se composent de : (i) 112 M EUR destinés à renforcer les capacités de sécurité et de défense des pays du G5 Sahel ; et (ii) 82 M EUR mobilisés pour intensifier les efforts de développement et contribuer à améliorer les conditions de vie, la résilience et la cohésion sociale des populations vulnérables. Cette annonce fait écho à l'appel lancé le 27 avril par les pays du G5 Sahel à la communauté internationale pour obtenir une aide face aux conséquences de la pandémie de COVID-19, qui déstabilise une région déjà très fragile. Pour rappel, la bande sahélienne est en effet en proie depuis plusieurs mois à une insécurité grandissante liée à la menace djihadiste.

### **La Banque africaine de développement accorde 12,2 M EUR à la CEDEAO pour le corridor routier Abidjan-Lagos**

[Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé, le 17 avril, un financement supplémentaire de 12,3 M EUR](#) en faveur de la Commission de la CEDEAO pour couvrir une partie des frais liés à l'étude du projet de développement du corridor autoroutier Abidjan-Lagos. Ce corridor relie les capitales de cinq États d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigeria) et couvre 1 028 km ainsi que huit postes frontières. Le projet a pour vocation de renforcer les échanges et l'intégration en Afrique de l'Ouest ; l'axe Abidjan-Lagos pesant pour près de 75% des activités commerciales sous-régionales. Il rejoint aussi d'autres corridors le long de l'axe Nord-Sud et relie des pays enclavés comme le Burkina Faso, le Mali ou encore le Niger. Pour rappel, le secteur des transports de l'Afrique de l'Ouest génère 5 à 8% du PIB, mais les déficits d'infrastructures constituent encore un frein aux échanges au sein de la CEDEAO. Le corridor Abidjan-Lagos est un projet phare du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), initiative continentale dont la BAfD est l'organe d'exécution. A ce stade, la contribution totale de la Banque pour ce projet s'élève à 22,4 M EUR.

### **Report de l'édition 2020 des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement**

En raison de la pandémie de COVID-19, [les Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement sont reportées](#). Initialement prévues du 25 au 29 mai, elles se tiendront du 25 au 27 août 2020, à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

### **Session extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA**

[La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA s'est réunie en session extraordinaire, en visioconférence le 27 avril 2020](#). La session s'est principalement penchée sur la grave crise sanitaire qui sévit dans les pays de l'UEMOA du fait de la pandémie de coronavirus (COVID-19). La Conférence a noté qu'à l'instar des autres pays, la pandémie affecte profondément les économies des Etats membres. Ainsi, en 2020, la situation macroéconomique de l'Union connaîtrait une dégradation sensible avec notamment un taux de croissance moyen qui ressortirait à 2,7%, soit une réduction de près de quatre points de pourcentage par rapport à la prévision initiale de 6,6%. Dans ce contexte, l'évaluation des ressources financières nécessaires aux Etats pour faire face aux besoins en équipements sanitaires, assurer une mise en œuvre effective des mesures sociales et relancer l'activité économique s'élève à 65 284,9 Mds FCFA (99,5 Mds EUR). Il en résulterait une aggravation du déficit budgétaire donc compris à 5,5% du PIB, contre 2,7% initialement prévu. Par ailleurs, la Conférence soutient l'initiative de l'Union Africaine relative à la dette des pays africains et a adressé ses remerciements à l'ensemble des partenaires, en particulier l'Union Africaine, la Banque africaine de développement, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le G20 pour les initiatives qui ont

déjà été engagées. Enfin, parmi les mesures adoptées par la Conférence, figure l'adoption d'une [Déclaration portant suspension temporaire de l'application du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité](#).

### **Le Togo, le Bénin, le Burkina Faso et le Niger rejoignent le programme WURI pour offrir un meilleur accès aux services essentiels à des millions de personnes**

Le 28 avril dernier, [la Banque mondiale a approuvé un financement de 273 M USD \(251,1 M EUR\) de l'Association internationale de développement \(IDA\)](#), destiné à la deuxième phase du Programme d'identification unique pour l'intégration régionale et l'inclusion en Afrique de l'Ouest (WURI), qui inclut le Togo, le Bénin, le Burkina Faso et le Niger et concerne environ 65 millions de personnes. Chaque pays mettra en œuvre son système d'identification de base, selon ses besoins, en utilisant un nombre limité de critères pour assurer une identification unique pour chaque individu. Le programme WURI vise à appuyer la mise en place des systèmes d'identification de base qui incluent toute personne présente physiquement sur le territoire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) indépendamment de sa nationalité, de sa citoyenneté ou de son statut juridique. Le programme contribuera à améliorer l'accès aux services de base, tels que la protection sociale et médicale, la retraite ainsi que l'inclusion financière et numérique, l'autonomisation des femmes et des filles, et la mobilité des travailleurs. Le programme WURI s'élève à 395,1 M USD (363,5 M EUR) et a été inauguré en 2018 avec la Côte d'Ivoire et la Guinée dans sa première phase.

### **Face à la pandémie de coronavirus l'OMVS débloque 606 000 EUR pour les 4 États membres**

L'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) a décidé de soutenir la lutte contre la pandémie de coronavirus qui sévit dans ses 4 États membres (Guinée, Mali, Mauritanie et au Sénégal). [Une contribution de 100 M FCFA \(152 449 EUR\) a ainsi été versée à chaque pays](#), notamment au profit des organismes nationaux (comité, agence...) chargés de gérer la crise sanitaire.

## **BENIN**

---

### **COVID-19 : Financement additionnel de 10,4 M USD de la Banque mondiale**

[Le 28 avril dernier, la Banque mondiale a approuvé un financement additionnel de 10,4 M USD \(9,6 M EUR\) pour appuyer les efforts du Bénin dans la lutte contre le COVID-19 et l'aider à mieux répondre aux urgences de santé publique](#). Ce financement porte désormais à environ 40 M USD (36,8 M EUR), le montant total alloué par la Banque mondiale au profit du Bénin pour faire face aux mesures d'urgence : 20 M USD ont été mobilisés à travers le programme d'amélioration des systèmes régionaux de surveillance des maladies (REDISSE) et 10 M USD par le biais du mécanisme d'intervention d'urgence, à travers le projet de nutrition et de développement de la petite enfance (PNDPE). Le nouveau projet de préparation et de riposte contre le COVID-19 renforcera le système de surveillance des maladies, l'équipement des laboratoires et la capacité de dépistage et de confirmation des cas. Il prévoit entre autres la construction et l'équipement en matériel de pointe de deux centres de traitement des infections respiratoires aiguës, la modernisation de dix établissements de santé existants pour les transformer en centres de gestion du traitement contre le COVID-19.

### **Lancement de la campagne agricole 2020-2021**

[Le 24 avril dernier, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche béninois a annoncé l'ouverture de la campagne agricole 2020-2021](#). A cette occasion, il a rappelé les niveaux de production de la précédente campagne - globalement satisfaisants - et les objectifs ambitieux pour l'année à venir, tout en admettant que la crise du COVID-19 pourrait amener à revoir ces chiffres à la baisse. Ainsi, pour la campagne 2019-2020, la production totale des vivriers étaient de 11 423 300 tonnes, soit une hausse de 3,2% par rapport à la campagne précédente. La campagne a été particulièrement bonne pour le riz, avec une production qui se chiffre à 406 100 tonnes, permettant au pays de passer de 22,7% à 54,5% en termes d'autosuffisance. Aussi, la quantité de coton graine commercialisée à la date du 15 avril 2020 est estimée à 712 000 tonnes, largement

au-dessus des 678 000 tonnes de la campagne 2018-2019, laissant ainsi de fortes chances au Bénin de conserver son rang de premier producteur de coton en Afrique. [Pour la campagne 2020-2021, la production totale des vivriers est projetée à 11 765 900 tonnes \(+3%\) tandis que celle de la viande pourrait connaître une augmentation de 2,6%. Une hausse significative est anticipée au niveau de la production halieutique, notamment + 17%, soit 106 800 tonnes, grâce aux efforts en termes d'assainissement des plans d'eau et de développement de l'aquaculture.](#) Pour mémoire, le secteur agricole (élevage et pêche inclus) représente 28% du PIB du Bénin.

## BURKINA FASO

---

### **Bonnes performance des Douanes en 2019**

Pour un objectif annuel de recouvrement de 664,95 Mds FCFA (1 Md EUR), la Direction générale Douanes (DGD) du Burkina Faso a mobilisé 638,27 Mds FCFA (973 M EUR), soit un taux de réalisation de près de 96%. Le recouvrement des Douanes correspond à 35,3% des 1 806 Mds FCFA de recettes ordinaires recouvrées en 2019. Comparé à 2018, le taux d'accroissement des recettes douanières en 2019 est d'environ 3,5%. Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation de 8 à 20 du nombre des produits soumis au contrôle de la valeur, la poursuite de la géolocalisation des marchandises en transit, l'usage des scanners à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, l'externalisation de l'évaluation des véhicules d'occasion de moins de 10 ans et des engins de travaux publics confiée au centre de contrôle des véhicules automobiles (CCVA), et l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Burkina Faso avec ceux du Togo et de la Côte d'Ivoire.

### **Une campagne cotonnière loin des résultats initialement escomptés**

Les résultats provisoires de la campagne cotonnière 2019/2020 font état d'une production de 462 000 tonnes de coton conventionnel (en cours d'égrenage) pour une superficie emblavée de 578 493 ha ; soit une augmentation de 6% par rapport à la campagne précédente (436 000 tonnes), loin de l'objectif fixé à 800 000 tonnes visés pour rattraper trois mauvaises saisons successives. A ces résultats décevants s'ajoute l'impact de la crise sanitaire sur le secteur avec la fermeture de nombreuses filatures dans les pays clients (Bangladesh, Vietnam, Chine) et l'engorgement du coton dans les ports sous régionaux. Le prix du coton a chuté de 23% depuis janvier 2020 et de 33% sur l'année. Les sociétés cotonnières craignent des renégociations avec les traders et de graves difficultés de trésorerie alors que la campagne 2020/2021 débute en mai/juin. A ces perspectives sombres s'ajoute la question du bon acheminement des intrants avant le début de la campagne dans un contexte de ralentissement du transport mondial.

### **La production minière peu impactée par la crise du COVID-19**

On déplore à ce stade 26 cas COVID-19 confirmés dans 6 mines au Burkina Faso. Plusieurs sites d'exploitation et des villes avoisinantes ont été mis en quarantaine. Les mines se sont dotées de plans de riposte et se sont adaptées au contexte sanitaire en réduisant leurs effectifs sur les sites au personnel essentiel. Elles ont par ailleurs stoppé les activités d'exploration. Des négociations sont en cours avec les autorités pour permettre la reprise des rotations de personnels pour éviter les risques de stress, fatigue, et d'accidents du travail. [Selon le Directeur exécutif de la Chambre des mines du Burkina Faso, Toussaint Bamouni, si la pandémie reste limitée dans le temps, son impact sur la production devrait être faible et la contribution des sociétés minières aux recettes de l'Etat devrait globalement se maintenir. La production pourrait être de l'ordre de 50 tonnes d'or au lieu des 60 tonnes initialement prévues.](#)

## CAP-VERT

---

### **IATA suspend la compagnie aérienne Cabo Verde Airlines**

[L'Association internationale du transport aérien \(IATA\) a suspendu la compagnie aérienne capverdienne \(CVA\) du Billing and Settlement Plan \(BSP\)](#) car elle estime qu'elle est en risque de faillite (dette d'environ 2,4 M USD envers IATA). La compagnie ne peut plus émettre de billets d'avion. Toutes les opérations de la CVA sont à l'arrêt depuis le 18 mars 2020. Les prévisions de IATA pour le Cap-Vert tablent sur 2,2 M de passagers en

moins, entraînant une perte de revenus de 200 M USD, qui menacerait 46 700 emplois et une contribution de 480 M USD à l'économie de l'archipel. BSP est un service que l'IATA propose à tous ses partenaires agréés, à savoir, les compagnies aériennes, les agences de voyages, les voyagistes et autres revendeurs agréés afin de réguler et d'organiser les transactions financières entre les fournisseurs (compagnies aériennes) et les revendeurs de titres de transport aérien (billets d'avion).

## COTE D'IVOIRE

---

### **Mise en place d'instances de crise pour une opérationnalisation des fonds de soutien aux entreprises début mai**

[Le Comité de concertation Etat-Secteur privé de Côte d'Ivoire \(CCESP\) annonce avoir mis en place deux instances d'appui au plan de soutien économique de l'Etat ivoirien](#) dans le cadre de l'accompagnement au secteur privé, face à la pandémie du COVID-19. Il s'agit d'une Cellule de veille, d'information et d'écoute (CVIE) et d'un Comité paritaire technique (CPT/COVID-19). Le rôle de la CVIE est la centralisation de l'information et la réception des demandes des opérateurs économiques, tandis que la mission du CPT est d'analyser les préoccupations du secteur privé. L'opérationnalisation de ces deux instances permettra la mise à disposition des fonds de soutien aux entreprises et au secteur informel dès le mois de mai, selon le ministère de l'Economie. Pour rappel, le Fonds de soutien aux grandes entreprises est doté de 100 Mds FCFA (152,4 M EUR), le Fonds de soutien aux petites et moyennes entreprises de 150 Mds FCFA (228,6 M EUR) et le Fonds d'appui aux acteurs du secteur informel de 100 Mds FCFA (152,4 M EUR).

### **Plafonnement des prix de première nécessité**

Sur proposition du ministère du Commerce et de l'Industrie, [le Conseil des ministres du gouvernement ivoirien a adopté un décret portant plafonnement des prix de certains produits de grande consommation](#). Cette mesure vise à lutter contre les pratiques spéculatives, conséquentes de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19. Ainsi, après avis favorable de la Commission de la Concurrence, ce décret fixe, pour une période de trois mois, des prix plafonds pour certaines denrées de première nécessité, à savoir le riz, le sucre, l'huile de table, la tomate concentrée et la viande.

### **Le secteur minier ivoirien en croissance en 2019**

[Le ministère des Mines et de la géologie a indiqué que le bilan du secteur en Côte d'Ivoire était positif](#) pour l'année 2019. Les sociétés minières ont réalisé une hausse de 31% de leur chiffre d'affaires atteignant 1,16 Md EUR (762 Mds FCFA) contre 887 M EUR (582 Mds FCFA) en 2018. La recherche aurifère concerne quasiment 90% des permis de recherche accordés. Les productions nationales d'or et de manganèse sont en hausse respectivement de 33% et 48%, pour atteindre 32 568 tonnes et 797 911 tonnes. Selon les projections, la tendance haussière devrait se poursuivre, soutenue par la mise en exploitation de la mine de bauxite de Bénéné. Pour rappel, l'or représentait 6,5% des exportations totales du pays en 2018.

### **Emission de garantie par la MIGA (groupe Banque mondiale) dans le cadre du projet de centrale thermique Azito IV**

[L'agence des garanties de la Banque Mondiale, la MIGA, a émis une garantie de 74,6 M USD \(68,7 M EUR\) auprès de la société britannique Globeleq](#), promoteur du projet d'extension de la centrale thermique d'Azito. Globeleq disposait précédemment d'une garantie émise par la MIGA concernant leurs investissements dans leur projet Azito III. La Phase 4 de l'extension de la centrale thermique d'Azito permettra d'ajouter 253 MW supplémentaires à l'infrastructure, faisant passer sa puissance à 710 MW. Pour rappel, le taux d'accès à l'électricité de la Côte d'Ivoire était inférieur à 66% en 2017, avec un taux d'électrification rurale à 38%. A terme, la centrale d'Azito pourrait fournir plus de 30% de l'électricité du pays.

### **Sucrivoire en perte de 5,3 Mds FCFA pour l'exercice 2019**

[Le groupe sucrier Sucrivoire, filiale du groupe ivoirien Sifca, a affiché un résultat net négatif de 5,3 Mds FCFA](#) (8,2 M EUR) en 2019 contre une perte de 301,2 M FCFA (458,9 K EUR) en 2018. L'excédent brut d'exploitation

a été ramené à 8,4 Mds FCFA (12,8 M EUR) contre 12,5 Mds FCFA (19 M EUR) en 2018. En revanche, le chiffre d'affaires est quasi stable à 56,7 Mds FCFA (86,4 M EUR). Pour rappel, le gouvernement ivoirien a décidé fin janvier de relancer le secteur avec le maintien sur une durée de cinq ans de l'interdiction des importations de sucre et l'engagement des sociétés sucrières à accroître leurs investissements dans le cadre d'un contrat plan avec l'Etat.

### **Nomination du DG de l'opérateur télécom GVA Côte d'Ivoire**

[La société française Group Vivendi Africa, a officialisé la nomination de l'Ivoirien Roger Amon au poste de Directeur général](#) de sa filiale en Côte d'Ivoire, entré en fonction le 16 avril 2020. Précédemment, Roger Amon a occupé pendant 3 ans le poste de Directeur du Département des technologies de l'information au sein de la Banque africaine de développement. Pour rappel, GVA Côte d'Ivoire avait annoncé en début d'année 2020 son objectif de déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile et la commercialisation de son offre internet très haut débit, la Canalbox.

### **COVID-19 : 495 000 EUR de dons de la Fondation Orange**

Orange Côte d'Ivoire a annoncé un nouveau soutien dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, avec un don d'une valeur de 325 M FCFA (495,2 K EUR) destiné au service des maladies infectieuses et tropicales du CHU de Treichville, à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire, à des ONGs (associations religieuses et caritatives) ainsi qu'à certaines communes d'Abidjan et à l'intérieur du pays. Celui-ci est composé de matériels médicaux (dont 5 respirateurs), de matériels préventifs (dont 60 000 masques) et des denrées alimentaires. Pour rappel, [Orange appuie déjà les autorités ivoiriennes dans la mise en œuvre, depuis le 30 mars 2020, d'un « Centre d'Information Gouvernementale sur le COVID-19 »](#) ayant pour mission de coordonner et filtrer tous les appels en lien avec la crise sanitaire. L'entreprise a prêté ses locaux pour une durée (minimale) de 3 mois et a mis à disposition 86 téléconseillers 7j/7 et 24h/24 ; cet appui représente une valeur totale d'environ 200 M FCFA (304,8 K EUR).

## **GAMBIE**

---

### **Décaissement de 9 M EUR d'aide budgétaire de l'UE pour lutter contre le COVID-19**

[L'Union Européenne \(UE\) a décaissé la première tranche de 9 M EUR de son aide budgétaire pour soutenir la Gambie dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 et en particulier répondre aux besoins budgétaires urgents engendrés par la crise.](#) Par ailleurs, pour faire face aux conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19, [l'UE a également augmenté son financement au projet Building Resilience through Social Transfers \(BRST\) de 209 000 EUR.](#) Ce montant permettra de financer des transferts d'argent directs aux ménages les plus vulnérables identifiés via le programme.

## **GUINEE**

---

### **Soutien de la Banque mondiale dans le cadre de la riposte au COVID-19**

[Le gouvernement de Guinée a demandé au groupe de la Banque mondiale de contribuer au plan de réponse économique face au virus COVID-19 par un appui financier et par des réflexions basées sur son expertise économique et sectorielle.](#) Cette contribution s'inscrit dans le cadre de dialogue permanent de coopération économique entre la Guinée et le groupe de la Banque mondiale. L'institution a déjà mis à disposition 12,9 M USD (11,9 M EUR) pour un soutien immédiat dans le renforcement de la riposte de santé publique à travers le Programme de renforcement des systèmes régionaux de surveillance des maladies (ou REDISSE selon l'acronyme en anglais). Les discussions sont en cours pour mobiliser d'autres financements afin de renforcer la réponse sanitaire, sociale et économique du gouvernement face à la pandémie.

### **Les Etats-Unis octroient 12 M USD pour la gouvernance et la santé**

Le directeur l'Agence de développement américaine (USAID) pour la Guinée et le ministre guinéen de la Coopération et de l'Intégration africaine ont signé, le 22 avril, [deux accords de subvention en faveur de la](#)

Guinée: (i) une subvention de 4,1 M USD pour le renforcement d'une gouvernance démocratique et stabilisée ; (ii) une subvention de 7,7 M USD pour soutenir le système de santé, notamment l'amélioration de la qualité des soins.

### **Le Ministre des transports visite le port sec de Kagbelen**

Le ministre des Transports, Aboubacar Sylla, accompagné du directeur en Guinée de Bolloré Logistics, Jean-Christophe Tranchepain, de la directrice générale du Port autonome de Conakry ainsi que de la directrice générale de Conakry Terminal, a visité le 27 avril dernier le port sec de Kagbelen, situé dans la commune urbaine de Dubréka, au Nord de Conakry. Tenant compte de l'encombrement croissant du Port autonome de Conakry, Conakry Terminal a entrepris l'aménagement d'une plateforme de stockage et de livraison de véhicules dans l'enceinte du Port de Kagbelen, d'une superficie de 30 hectares. Le coût global de ce projet – intégralement financé par Conakry Terminal - est de 1,7 M EUR, dont 1 M EUR de travaux d'infrastructure et 700 000 EUR d'acquisition de matériel. La directrice générale du Port autonome de Conakry s'est également félicitée de la réalisation de la plateforme RoRo, qui doit permettre de désengorger le terminal à conteneurs. Elle a également précisé que le Port autonome accompagnerait la société Bolloré Logistics dans la réalisation de la connexion ferroviaire qui doit le relier le port maritime de Conakry au port sec de Kagbelen. Cette visite intervient quelques jours après l'arrivée au Port autonome de Conakry de portiques, pour lesquels Bolloré Logistics a investi 6,8 M EUR pour leur acquisition ainsi que 5 M EUR pour la réalisation des travaux de génie civil afférents.

## **LIBERIA**

---

### **Adoption d'un plan d'urgence de sécurité alimentaire**

Le ministère de l'Agriculture a lancé un plan national d'urgence de sécurité alimentaire, de nutrition et de subsistance en réponse à la pandémie de COVID-19. Le plan s'articule autour de quatre axes : (i) l'augmentation de la production locale de cultures de base (riz, manioc, huiles comestible, etc.) pour atténuer les effets du ralentissement du commerce mondial et l'augmentation du prix de certaines denrées ; (ii) le soutien aux industries agricoles de transformation, notamment dans l'objectif de préserver les emplois ; (iii) la constitution de stocks alimentaires, grâce à l'appui du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM). La distribution d'urgence ciblera les ménages les plus vulnérables et ceux confrontés à une perte de revenus en raison du COVID-19 ; (iii) la coordination entre tous les acteurs. A plus long-terme, selon le communiqué du ministère, l'objectif est de conduire un programme massif de production alimentaire et de résilience des cultures de rente au cours des 9 à 12 prochains mois, impliquant la contribution et la gestion du gouvernement, l'investissement du secteur privé et le financement du développement international.

## **MAURITANIE**

---

### **Le FMI approuve une aide d'urgence de 130 M USD**

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a approuvé jeudi 23 avril dernier le décaissement d'urgence de 130 M USD en faveur de la Mauritanie au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR). Ces fonds doivent aider le pays à répondre aux besoins urgents, notamment concernant : i) la balance des paiements, qui nécessiterait 370 M USD ; ii) l'augmentation des investissements dans le domaine de la santé ; iii) le soutien au programme de protection sociale. Après avoir connu un taux de croissance de 6,9% en 2019, le FMI prévoit une contraction de 2% de l'économie mauritanienne en 2020 et un déficit budgétaire global qui pourrait atteindre 3,4% du PIB.

### **Le Japon accorde 1,3 M USD contre les catastrophes naturelles en Mauritanie et pour aider à la prise en charge des réfugiés maliens**

Le Japon a décidé d'accorder un financement de 1,3 M USD au renforcement des capacités mauritaniennes face aux catastrophes naturelles et en soutien aux réfugiés maliens du camp de M'Béra. L'Ambassadeur du Japon en Mauritanie a précisé que son gouvernement souhaite que ce financement contribue également à la

prévention de la propagation du COVID-19. Sur les 8 dernières années le montant total des aides du Japon en faveur de la Mauritanie s'élève à 70 M USD.

## NIGER

---

### **Plan de riposte au COVID-19 réévalué à la hausse**

Dans un point de presse tenu à la suite de la session extraordinaire de la conférence des chefs de l'Etat de l'UEMOA le 27 avril 2020, le ministre des Finances, Mamoudou Diop, a annoncé que le plan de riposte au COVID-19 a été réévalué prenant en compte les récentes études menées par le gouvernement. [Initialement fixé à 597 Mds FCFA \(895,5 M EUR\), le plan de riposte s'élève à présent, en considérant les volets sanitaire, économique et social, à 1 436 Mds FCFA \(env. 2 Mds EUR\), soit près de 20% du PIB du pays.](#)

### **Soutien du gouvernement à deux sociétés nigériennes**

[Le gouvernement nigérien vient d'accorder de nouveaux avantages fiscaux aux entreprises nigériennes Nouvelle cimenterie de Malbaza-MCC et Ets Illiassou Moumouni.](#) La première société, spécialisée dans la production et la commercialisation du ciment, avait déjà bénéficié en 2011 des facilités pour son investissement dans le pays. Nouvelle cimenterie de Malbaza-MCC bénéficie à présent d'une exonération de l'impôt sur le [bénéfice. En mars 2019, elle a lancé officiellement les activités de sa nouvelle usine de production de ciment,](#) devenant ainsi le premier complexe industriel privé nigérien, avec une capacité de production de plus de 650 000 t/an et qui devrait couvrir 80% du marché domestique. Quant à Ets Illiassou Moumouni, le gouvernement lui offre des facilités pour l'acquisition d'équipements (200 camions tracteurs, 210 semi-remorques, 40 citernes...). Cette société avait déjà bénéficié d'avantages en 2015.

## SENEGAL

---

### **Macky Sall signe l'ordonnance des mesures fiscales en soutien aux entreprises**

[Le Gouvernement sénégalais a adopté une ordonnance, en date du 23 avril 2020, pour officialiser les mesures fiscales en soutien aux entreprises dans le cadre de la pandémie du COVID-19.](#) Ces mesures modifient le code général des impôts : (i) les échéances pour la déclaration et le paiement des impôts et taxes dus au titre de la période allant de mars à mai 2020, par les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasserait pas 100 M FCFA (152 M EUR), seraient prorogées jusqu'au 15 juillet 2020 ; (ii) les dispositions seraient étendues aux entreprises évoluant dans les secteurs du tourisme, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, de l'éducation, de la culture, de la presse et de l'agriculture, directement impactées par la crise ; (iii) ces entreprises visées pourraient aussi bénéficier, sur la même période, d'une suspension du recouvrement des dettes fiscales constatées antérieurement. Les entreprises doivent prendre l'engagement de maintenir leurs travailleurs ou de payer plus de 70% du salaire des employés mis en chômage technique pendant toute la durée de la crise liée à la pandémie du COVID-19.

### **L'Etat augmente la taxe sur le ciment**

[Pour financer l'habitat social, le Président Macky Sall a institué une taxe parafiscale de 2 000 FCFA \(3 EUR\) par tonne de ciment.](#) Les cimentiers ont réagi en soulignant qu'elle pourrait entraîner une augmentation du prix à la tonne de ce produit. Toutefois, des associations de consommateurs auraient affirmé que la hausse est déjà intervenue. Cette hausse de la fiscalité intervient à la suite d'une précédente augmentation de 3 000 FCFA (4,5 EUR), qui a eu lieu en mai 2019.

### **Campagne 2019-2020 : la production céréalière a atteint 2 768 406 tonnes**

[Selon le ministre de l'Agriculture, malgré un début d'hivernage difficile, les objectifs de productions pour la campagne 2019/2020 auraient été atteints.](#) La production céréalière aurait atteint 2 768 406 tonnes, équivalant aux chiffres de la campagne 2018/2019. Le pays aurait produit 807 044 tonnes de mil, 1 155 337 tonnes de riz, 270 167 tonnes de sorgho et 530 703 tonnes de maïs. S'agissant des cultures industrielles, celle de l'arachide, avec des quantités atteignant 1 421 288 tonnes, serait relativement stable, tandis que le coton



aurait connu une hausse avec 15 751 tonnes. La production horticole aurait atteint 1 559 484 tonnes, soit une hausse de 10% par rapport à la campagne 2018/2019. La production de pommes de terre s'élève à 160 357 tonnes, soit une hausse de 15% ; 468 000 tonnes pour l'oignon, soit une hausse de 8% et 107 645 tonnes pour les exportations de fruits et légumes en 2019.

## TOGO

---

### **COVID-19 : soutien de 8,1 M USD de la Banque mondiale**

[La Banque mondiale a approuvé le 29 avril 2020 un financement de 8,1 M USD \(7,5 M EUR\) pour aider le Togo à lutter contre le COVID-19 et mieux répondre aux urgences de santé publique.](#) Ce projet d'urgence de riposte renforcera les actions du gouvernement du Togo en matière de surveillance épidémiologique, de détection précoce et de confirmation des cas. Il vient consolider les actions en cours dans le cadre du Projet d'amélioration des systèmes régionaux de surveillance des maladies (REDISSE). Le projet va accroître les capacités de dépistage et de prise en charge des malades, à travers l'achat et l'installation d'un laboratoire mobile, la construction de centres de traitement et l'équipement en matériels médicaux de pointe.

### **Finalisation de l'adhésion du Togo à l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique**

[Le 24 avril dernier, le Togo a finalisé son adhésion à l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique \(ACA\).](#) Cette adhésion qui a nécessité une participation à hauteur de 12,5 M EUR pour le pays, a été rendue possible grâce à un prêt concessionnel de la Banque européenne d'investissement (BEI). [Fin 2019, l'ACA avait soutenu le Togo dans l'obtention de son premier un emprunt sur le marché international dans le cadre d'une opération de reprofilage de la dette publique, permettant ainsi au pays d'économiser en service de sa dette plus 50 M USD \(46 M EUR\) sur la période 2020-2022.](#)

### **COVID-19 : Mesures d'urgence pour soutenir l'agriculture**

Face à une crise qui pourrait remettre en question les ambitions de la campagne agricole 2020-2021, [le Gouvernement togolais a lancé un « Plan de Riposte Agricole COVID-19 », destiné à consolider la sécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer le revenu et les conditions de vie des producteurs agricoles.](#) Ce plan, qui est mis en œuvre par le ministère en charge de l'Agriculture, se décline en 3 principaux axes : (i) un appui en matériel et kits d'irrigation, (ii) la promotion des entreprises de placement de main d'œuvre et (ii) l'octroi de crédits d'intrants à taux bonifiés. L'objectif à terme étant de parvenir à une production de 225 000 tonnes de coton, près de 2 millions de tonnes de maïs, près de 140 000 tonnes de soja, et plus de 330 000 tonnes de riz. Ce qui devrait permettre d'accroître les revenus des producteurs à hauteur de 228 Mds FCFA (439 M EUR) supplémentaires.

<b>Indicateurs Pays</b>	<b>BEN</b>	<b>BFA</b>	<b>CIV</b>	<b>RCI</b>	<b>GMB</b>	<b>GIN</b>	<b>GNB</b>	<b>LBR</b>	<b>MLI</b>	<b>MRT</b>	<b>NER</b>	<b>SEN</b>	<b>SLE</b>	<b>TGO</b>	<b>UEMOA</b>	<b>ASS</b>
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	<b>120,4</b>	<b>992,6</b>
<b>Macroéconomie</b>																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	<b>140,3</b>	<b>1 642,7</b>
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	<b>1 060</b>	<b>1 658</b>
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	<b>6,3</b>	<b>3</b>
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	<b>1,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Finances Publiques</b>																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	<b>-3,8</b>	<b>-3,7</b>
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	<b>52,5</b>	<b>48,5</b>
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	<b>16,2</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<b>Echanges</b>																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup> (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	<b>3 573</b>	<b>11 015</b>
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	<b>1380</b>	<b>8 069</b>
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	<b>-6,8</b>	<b>-2,6</b>
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>																
<i>IDH (2018)<sup>3</sup></i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)<sup>4</sup></i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>5</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 189 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque